

► Comprendre que les problèmes d'appariement (frictions, inadéquations spatiales et qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel

Montrez que les problèmes d'appariement sont des sources de chômage structurel. (EC3)

Dans ce devoir nous allons montrer que les problèmes d'appariement sont des sources de chômage structurel. En effet, on constate sur le marché du travail une situation paradoxale. À savoir un taux de chômage élevé et un taux d'emplois vacants également élevé. Autrement dit, sur le marché du travail cohabitent des chômeurs en recherche d'emplois et des employeurs en recherche de salariés. On parle alors de problèmes d'appariements sur le marché du travail. Nous verrons premièrement que des problèmes de frictions dus à une information imparfaite sont source de chômage structurel, puis nous verrons que des inadéquations de qualifications et ou spatiales peuvent également être source de chômage structurel.

A. Les problèmes d'appariement peuvent être liés à des problèmes de frictions dus à une information imparfaite. En effet, les chômeurs ne connaissent pas toutes les offres d'emploi et donc vont, rationnellement et à court terme, prendre le temps prospecter et avoir des exigences élevées en termes de rémunération. Ce temps de prospection est d'autant plus long en situation de chômage indemnisé, puisque le coût du non-emploi est réduit. À l'inverse, à court terme les entreprises sont incitées à proposer des niveaux de rémunérations relativement bas. Ainsi tant que les chômeurs n'ont pas diminué leurs exigences salariales (accroissement des coûts de recherche, allocations chômage dégressives, absence de revenus) et les entreprises accru leur niveau de rémunération (coûts de recherche des salariés, manque à gagner faute de production), alors un chômage structurel persiste.

B. Les problèmes d'appariement peuvent être liés à des inadéquations de qualifications et/ou à des inadéquations spatiales. Ce qui, là encore, est source de chômage puisque certains chômeurs peuvent être sous-qualifiés ou surqualifiés pour occuper certains emplois qui restent donc vacants ; de même, certains chômeurs dans une région peuvent avoir des difficultés à se déplacer pour occuper des emplois restés vacants dans une autre région.

Montrez que les asymétries d'information sont des sources de chômage structurel. (EC3)

Dans ce devoir nous allons montrer que les asymétries d'information sont des sources de chômage structurel. En effet, les entreprises peuvent ne pas connaître toutes les caractéristiques de leurs futurs salariés ni toutes les actions de leurs salariés. Dès lors dans un premier temps nous verrons qu'elles sont donc confrontées à un phénomène de sélection adverse et/ou d'aléa moral qui les amènent à fixer un salaire d'efficience. Puis dans un second temps nous montrerons que ce salaire d'efficience peut être source de chômage structurel.

A. Avant la signature du contrat, les entreprises ne connaissent pas avec certitude toutes les caractéristiques des chômeurs qui postulent aux emplois qu'elles proposent (on parle de caractéristiques cachées). Dès lors, celles-ci sont contraintes de proposer un niveau de salaire correspondant à la productivité moyenne des demandeurs d'emploi. Elles font alors face à un problème de sélection adverse. Puisque les salariés les plus qualifiés, dont la productivité marginale est supérieure au salaire proposé (lequel correspond à la productivité moyenne) se retirent du marché du travail. De même, après la signature du contrat les salariés peuvent mener des actions cachées et ne pas fournir tous les efforts nécessaires, notamment lorsqu'ils estiment que leur niveau de rémunération est trop faible. Les entreprises sont alors victimes d'un phénomène d'aléa moral. De manière à ne pas être confrontés au phénomène de sélection adverse et au phénomène d'aléa moral, les entreprises ont donc intérêt à fixer un niveau de salaire supérieur à la productivité moyenne. C'est le salaire d'efficience.

B. Ce salaire d'efficience peut s'avérer supérieur au salaire d'équilibre. Et dans ce cas il est source de chômage structurel. En effet, en cas d'excès d'offre de travail sur la demande de travail, et donc de chômage, selon les libéraux, le niveau de salaire baisse. Ce qui incite certains ménages à se retirer du marché du travail (ils sont chômeurs volontaires) tandis que les entreprises acceptent d'embaucher tous les ménages dont la productivité marginale est devenue supérieure au nouveau salaire d'équilibre. En principe on converge vers le plein emploi. Mais comme il peut être dans l'intérêt des entreprises de maintenir un niveau de salaire correspondant au salaire d'efficience, le niveau de salaire d'équilibre correspondant au plein emploi peut ne pas être atteint et un chômage structurel persiste.

► Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).

► Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).

Vous montrez que les institutions ont des effets positifs et négatifs sur le chômage structurel

Dans ce devoir nous allons montrer que les institutions ont des effets positifs et négatifs sur le chômage structurel. En effet, le marché du travail est encadré par des institutions telles que le SMIC ou les règles de protection de l'emploi. Nous verrons tout d'abord les effets positifs du SMIC puis de la protection de l'emploi sur le chômage structurel, mais nous verrons également que le SMIC et la protection de l'emploi peuvent avoir des effets négatifs sur le chômage structurel.

A. Le SMIC peut être favorable à la croissance et à l'emploi pour plusieurs raisons : soutien du niveau de consommation des ménages modestes ; moins d'inégalités et davantage de cohésion sociale ; salariés plus collaboratifs et plus investis ce qui favorise la productivité et *in fine* la compétitivité-prix .

B. De plus, la protection de l'emploi (CDI, difficultés de licenciements) peut être favorable à la croissance et donc à l'emploi et ce pour plusieurs raisons : baisse de l'épargne de précaution et hausse du niveau de consommation ce qui incite les entreprises à produire plus et accroissement de l'épargne sur les marchés financiers ce qui favorise le financement des investissements productifs. Restant durablement dans l'entreprise les salariés peuvent acquérir une qualification spécifique et/ou se sentir plus motivés ce qui favorise la productivité. Ainsi, les gains de productivité peuvent permettre une baisse des prix, ce qui améliore la compétitivité-prix, donc conduit à une hausse des exportations, de la croissance et *in fine* de l'emploi.

C. Toutefois, le SMIC peut avoir des effets négatifs sur l'emploi et ainsi être à l'origine d'un chômage structurel : il peut empêcher une baisse suffisante des salaires en période de chômage et donc le retour au plein emploi ; il alourdit le coût du travail et nuit aux profits et donc à l'investissement et donc au PT ; il alourdit les coûts de production et dégrade la compétitivité prix ; il peut être à l'origine d'une substitution capital / travail et/ou de délocalisations massives ce qui nuit à l'emploi des salariés les moins qualifiés.

D. De même, la protection de l'emploi peut avoir des effets négatifs sur l'emploi et ainsi être à l'origine d'un chômage structurel : elle empêche en cas de baisse de la demande l'entreprise d'adapter son niveau d'emploi effectif à celui qu'elle désire, ce qui détériore les profits ce qui nuit à l'investissement et donc à l'emploi ; les entreprises peuvent être plus réticentes à embaucher ; les entreprises peuvent être plus sélectives au moment de l'embauche ce qui nuit aux salariés les moins qualifiés ; le salarié embauché en CDI peut être incité à tirer au flanc.

► Comprendre que les problèmes d'appariement (frictions, inadéquations spatiales et qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel

► Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).

Vous montrez que le chômage structurel a plusieurs origines. (EC3

Dans ce devoir nous allons montrer que le chômage structurel a plusieurs origines. Le chômage structurel désigne un chômage indépendant de la conjoncture économique et lié à des paramètres économiques, sociaux, démographiques ou encore institutionnels. Nous verrons donc que le chômage structurel a de multiples origines dont premièrement les problèmes d'appariement, mais également et deuxièmement les asymétries d'information, de même que troisièmement les institutions comme le salaire minimum et les règles de protection de l'emploi.

A. Les problèmes d'appariement peuvent être liés à des problèmes de frictions dus à une information imparfaite. En effet, les chômeurs ne connaissent pas toutes les offres d'emploi et donc vont rationnellement et à court terme prendre le temps de prospecter et d'avoir des exigences élevées en termes de rémunération. Ce temps de prospection est d'autant plus long, en situation de chômage indemnisé, puisque le coût du non-emploi est réduit. À l'inverse, à court terme les entreprises sont incitées à proposer des niveaux de rémunérations relativement bas. Ainsi, tant que les chômeurs n'ont pas diminué leurs exigences salariales (accroissement des coûts de recherche, allocations chômage dégressives, absence de revenus) et les entreprises accru leur niveau de rémunération (coûts de recherche des salariés, manque à gagner faute de production), alors un chômage structurel persiste. D'autre part, les problèmes d'appariement peuvent être liés à des inadéquations de qualifications et/ou à des inadéquations spatiales. Ce qui, là encore, est source

de chômage puisque certains chômeurs peuvent être sous-qualifiés ou surqualifiés pour occuper certains emplois qui restent donc vacants ; de même, certains chômeurs dans une région peuvent avoir des difficultés à se déplacer pour occuper des emplois restés vacants dans une autre région.

B. Le chômage structurel peut être également dû à des problèmes d'asymétries d'information. En effet, avant la signature du contrat, les entreprises ne connaissant pas avec certitude toutes les caractéristiques des postulants à l'emploi qu'elles proposent (on parle de caractéristiques cachées) celles-ci sont contraintes de proposer un niveau de salaire correspondant à la productivité moyenne des demandeurs d'emploi. Elles font alors face à un problème de sélection adverse. Puisque les salariés les plus qualifiés, dont la productivité marginale est supérieure au salaire proposé (lequel correspond à la productivité moyenne) se retirent du marché du travail. De même, après la signature du contrat les salariés peuvent mener des actions cachées et ne pas fournir tous les efforts nécessaires, notamment lorsqu'ils estiment que leur niveau de rémunération est trop faible. Les entreprises sont alors victimes d'un phénomène d'aléa moral. De manière à ne pas être confrontés au phénomène de sélection adverse et au phénomène d'aléa moral, les entreprises ont donc intérêt à fixer un niveau de salaire supérieur à la productivité moyenne. C'est le salaire d'efficience. Ce salaire d'efficience peut s'avérer supérieur au salaire d'équilibre. Et dans ce cas il est source de chômage structurel. En effet, en cas d'excès d'offre de travail sur la demande de travail, et donc de chômage, selon les libéraux, le niveau de salaire baisse. Ce qui incite certains ménages à se retirer du marché du travail (ils sont chômeurs volontaires) tandis que les entreprises acceptent d'embaucher tous les ménages dont la productivité marginale est devenue supérieure au nouveau salaire d'équilibre. En principe on converge vers le plein emploi. Mais comme il peut être dans l'intérêt des entreprises de maintenir un niveau de salaire correspondant au salaire d'efficience, le niveau de salaire d'équilibre correspondant au plein emploi peut ne pas être atteint et un chômage structurel persiste.

C. Enfin, s'agissant des effets négatifs des institutions sur le chômage structurel il convient de noter que le SMIC peut avoir des effets négatifs sur l'emploi et ainsi être à l'origine d'un chômage structurel : il peut empêcher une baisse suffisante des salaires en période de chômage et donc le retour au plein emploi ; il alourdit le coût du travail et nuit aux profits et donc à l'investissement et donc au PT ; il alourdit les coûts de production et dégrade la compétitivité prix ; il peut être à l'origine d'une substitution capital / travail et/ou de délocalisations massives ce qui nuit à l'emploi des salariés les moins qualifiés. De même, la protection de l'emploi peut avoir des effets négatifs sur l'emploi et ainsi être à l'origine d'un chômage structurel : elle empêche en cas de baisse de la demande les entreprises d'adapter leur niveau d'emploi effectif à celui qu'elles désirent, ce qui détériore les profits ce qui nuit à l'investissement et donc à l'emploi ; les entreprises peuvent être plus réticentes à embaucher ; les entreprises peuvent être plus sélectives au moment de l'embauche ce qui nuit aux salariés les moins qualifiés ; le salarié embauché en CDI peut être incité à tirer au flanc.

[**► Comprendre les effets des fluctuations économiques sur le chômage conjoncturel**](#)

Montrez que les fluctuations économiques ont des effets sur le chômage conjoncturel. (EC3)

Dans ce devoir nous allons montrer que les fluctuations économiques ont des effets sur le chômage structurel. En effet, l'économie peut être affectée par des chocs d'offre ou de demande négatifs qui ont des répercussions sur l'activité économique et partant sur le chômage. Nous allons montrer que premièrement des chocs d'offre négatifs peuvent entraîner un chômage conjoncturel, puis nous mettrons en évidence dans un second temps le fait que des chocs de demande négatifs peuvent également être à l'origine d'un chômage conjoncturel.

A. Les chocs d'offre négatifs, à savoir le fait que pour un même niveau de prix, les entreprises sont conduites à diminuer leur offre sont source de chômage. Car les entreprises contraintes, pour un même niveau de prix de produire moins, licencient ce qui fait s'accroître le chômage. Les chocs d'offre peuvent être dus à : une hausse du prix des matières premières ou de l'énergie, une hausse du coût du travail, une hausse des taux d'intérêt et du coût des biens d'équipements ou encore une catastrophe naturelle.

B. Les chocs de demande négatifs, à savoir le fait que pour un même niveau de prix, les agents économiques sont conduits à diminuer leurs demandes sont source de chômage. Car les entreprises voyant la demande baisser sont incitées à produire moins et de fait peuvent être amenées à licencier certains de leurs salariés. Les chocs de demande négatifs peuvent être dus à : une baisse du niveau de consommation des ménages (elle-même due par exemple à une baisse du pouvoir d'achat des ménages), une baisse du niveau des exportations, une baisse du niveau de l'investissement des ménages, ou des entreprises ou des pouvoirs publics.

► Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail

Montrez comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale permettent de lutter contre le chômage. (EC3)

Dans ce devoir nous allons montrer comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale permettent de lutter contre le chômage. En effet, et plus précisément, la réfutation de la loi des débouchés de J. B. SAY, amène l'économiste J. M. KEYNES, à défendre la thèse selon laquelle le niveau de l'emploi dépend de la demande anticipée par les entreprises, on parle de demande effective ou encore d'*effect demand* (demande efficace ou efficiente). Dès lors, selon cet auteur en cas de chômage, il convient de faire augmenter le niveau de demande globale de manière à ce que les entreprises soient incitées à produire plus et ainsi soient conduites à embaucher. Dès lors, nous verrons que pour diminuer le chômage l'État peut permettre un accroissement du niveau de consommation des ménages et des investissements des entreprises, mais également qu'il peut initier une politique de grands travaux, ou enfin, qu'il peut mettre en œuvre une politique monétaire expansive.

A. Dès lors, pour diminuer le chômage l'Etat peut permettre un accroissement du niveau de consommation des ménages afin d'inciter les entreprises à produire plus et ainsi à embaucher pour ce faire. Dès lors, il peut pratiquer une politique budgétaire en faveur des ménages : baisse de la TVA, baisse des impôts, hausse des prestations sociales ; il peut aussi par le biais de la politique des revenus favoriser le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes : hausse du SMIC, accentuation de la politique de redistribution verticale des revenus. L'Etat peut aussi prendre des mesures pour accroître la rentabilité de l'investissement productif (baisse des impôts sur les bénéfices par exemple) afin d'inciter les entreprises à investir.

B. L'Etat peut également mettre en œuvre une politique de grands travaux (politique budgétaire expansive). Ces grands travaux seront réalisés et entrepris par des entreprises privées qui seront incitées à investir et à embaucher pour répondre à la commande publique. Cette politique est d'autant plus efficace qu'elle est à l'origine d'un effet multiplicateur.

C. La politique de relance budgétaire mise en œuvre par l'Etat doit s'accompagner d'une politique monétaire expansive. En effet, si du fait d'une augmentation de la demande globale, les entreprises sont incitées à produire plus, encore faut-il qu'elles puissent produire plus. Or, lorsqu'elles envisagent d'investir les entreprises comparent la rentabilité attendue de leurs investissements au taux d'intérêt débiteur auquel elles vont emprunter. Dès lors, il est nécessaire que la banque centrale mette en œuvre une politique monétaire expansive en diminuant son taux directeur, ce qui permettra aux banques commerciales de se refinancer à un coût moindre auprès d'elle, et dès lors elles seront en mesure de diminuer les taux d'intérêt débiteurs proposés aux entreprises.

Vous montrerez que les politiques d'allègement du coût du travail et de formation peuvent permettre de lutter contre le chômage. (EC3)

Dans ce devoir nous allons montrer que les politiques d'allègement du coût du travail et de formation peuvent permettre de lutter contre le chômage. En effet, pour l'analyse libérale, « Toute offre crée sa propre demande ». Dès lors, le niveau de l'emploi ne dépend pas de la demande anticipée par les entreprises mais se fixe sur le marché du travail. Les entreprises acceptent d'embaucher tout travailleur qui accepte d'être embauché pour un niveau de rémunération qui correspond à sa productivité marginale. Dès lors pour lutter contre le chômage il convient d'alléger le coût du travail d'une part et de favoriser la formation d'autre part.

A. Le SMIC entrave la flexibilité à la baisse des salaires en cas de chômage, ce qui empêche le retour au plein-emploi. De plus, le SMIC et les cotisations patronales alourdissent le coût du travail et *in fine* les coûts de production. Ce qui d'une part nuit aux marges bénéficiaires (et donc aux profits et à l'investissement) mais également à la compétitivité prix. Alléger le coût du travail en supprimant le SMIC et les cotisations sociales patronales permettrait donc de résoudre ces problèmes.

B. Un coût du travail élevé, du fait de la présence du SMIC et des cotisations sociales patronales, pénalise les salariés les moins qualifiés. Une politique ambitieuse de formation permettrait d'accroître la productivité marginale des salariés les moins qualifiés et ainsi d'accroître leur employabilité. De plus, pour résoudre les problèmes d'appariement liés à des inadéquations de qualifications une politique ambitieuse de formation peut être initiée.

Vous montrerez que des politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage structurel. (EC3)

Dans ce devoir nous allons montrer que les politiques de flexibilisation du marché du travail permettent de lutter contre le chômage. En effet, pour l'analyse libérale, le niveau de l'emploi se fixe sur le marché du travail et dépend des conditions liées à l'offre. Nous verrons premièrement que selon l'analyse libérale il est fondamental que les entreprises soient toujours en mesure d'adapter leur niveau d'emploi effectif au niveau de l'emploi désiré, de même et deuxièmement il est nécessaire qu'elles puissent sans entraves s'adapter à la demande, et enfin, de faciliter la flexibilité de l'emploi de manière à résoudre les problèmes liés aux asymétries informationnelles.

A. Afin de permettre aux entreprises de toujours être en mesure d'adapter leur niveau d'emploi désiré au niveau de l'emploi effectif l'entreprise peut mettre en place une flexibilité quantitative externe (CDD, contrats saisonniers ou contrats de mission) ou l'externalisation (intérim). Ainsi, l'entreprise est davantage en mesure d'adapter son niveau d'emploi effectif au niveau d'emploi qu'elle désire en fonction de la demande qu'elle anticipe et/ou observe. Grâce à la flexibilité quantitative externe et l'externalisation, en cas de ralentissement de la demande, les marges bénéficiaires sont préservées grâce aux licenciements. Or, pour les libéraux, les « Profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

B. De même la flexibilité quantitative interne permet de donner les moyens aux entreprises de s'adapter plus rapidement et plus finement à la demande et donc aux besoins de leurs clients. Elle gagne en compétitivité hors-prix (elle réduit ses délais de production, elle est plus réactive). De plus, cela leur permet également de préserver leur rentabilité en cas de recul de l'activité. En effet, dans les deux cas lorsque la demande augmente, les salariés travaillent plus pour un même niveau de salaire et dans les périodes où l'activité est moins soutenue, ils travaillent moins pour un même niveau de salaire.

C. Par ailleurs, pour résoudre les problèmes posés par le salaire d'efficience du fait de la présence d'asymétries d'information ex-ante ou ex-post, la flexibilisation de l'emploi permet de résoudre ce type de problèmes. En effet, si l'entreprise peut facilement licencier ses salariés alors elle est moins réticente à embaucher des chômeurs dont elle ne connaît ex-ante ni les caractéristiques et ex-post ni les actions cachées. En effet, si l'entreprise s'aperçoit que le salarié présente au final toutes les caractéristiques souhaitées et ne tire pas au flanc il est durablement embauché. Si l'entreprise s'aperçoit qu'elle s'est trompée (salarié peu performant) ou que le salarié tire au flanc, elle le licencie !